

Un spectre hante l'Europe : le non

Jean-Marie Harribey

Notes pour conférence à Agen, 27 avril 2005

Monopolisant la parole sur des media totalement gagnés à leur cause, les partisans du traité constitutionnel européen cherchent à retourner l'opinion en accusant de mensonges ceux qui mettent le doigt sur leurs trahisons ou renoncements.

La peur aurait-elle changé de camp justifiant une campagne de manipulations que l'on aurait pu croire réservée à quelque régime totalitaire ? Il est vrai que la crainte du chômage quand on a un emploi précaire, sa violence quand on y tombe, l'humiliation de devoir quémander quelques euros de plus de salaire alors que PDG et actionnaires se partagent des millions et des milliards, l'impuissance à empêcher que les services publics soient laminés les uns après les autres et que les retraites et l'assurance maladie soient vendues aux enchères aux fonds de pension et compagnies d'assurances, au nom de la concurrence, de la rentabilité du capital évoluant à l'échelle européenne et mondiale, ont engendré une détermination inattendue : l'écrasante majorité des classes populaires rejette le projet anti-social contenu dans le TCE.

Ce qui était refoulé, nié par les manipulateurs des signes et des symboles qui ont pignon sur journaux, radios et télévisions, accède à la légitimité : la démocratie, c'est la possibilité de dire non à la poursuite de politiques en tous points néfastes que le TCE veut au contraire pérenniser.

La Banque centrale européenne indépendante (art. I-30) ne doit pas créer de monnaie pour financer les investissements publics et combler les déficits des Etats (III-181). Les Etats qui baissent les impôts des riches n'ont plus d'autre recours que d'emprunter sur les marchés financiers. Les organismes privés de placements se précipitent alors pour acheter les obligations d'Etat. Au besoin, ils trouvent des liquidités auprès du système bancaire alimenté lui-même par la BCE. Car la BCE ne peut créer de monnaie pour la sphère publique, mais elle peut l'autoriser pour la sphère privée.

Or il n'y a pas de création monétaire possible de manière indéfinie, même pour la sphère capitaliste, sans que l'appareil productif ne suive parallèlement et ne rende davantage à ses propriétaires. Il faut donc faire travailler plus longtemps (Directive sur le temps de travail prévoyant d'augmenter de 48 à 65 heures la durée hebdomadaire du travail) ; organiser le dumping social (la Directive Bolkestein est présente dans son principe dans les articles III-137 et 144) ; ne pas harmoniser les rémunérations et les droits des salariés (III-172 et 210) ; subordonner l'emploi à la compétitivité (III-204) ; adapter la main d'œuvre à l'économie (III-203).

La Charte des droits fondamentaux compenserait-elle cette soumission à la « concurrence libre et non faussée » ? Le droit du travail et de droit au travail sont remplacés par le droit de travailler et la liberté de chercher un emploi (II-75). L'accès à des prestations sociales (II-94) est limité car, là où il n'y a pas de sécurité sociale, il n'y aura pas de création de droit nouveau (Déclaration 12-34). Pas de droit aux services publics, simplement à des services d'intérêt économique général (II-96) que la Commission a pris soin de distinguer radicalement (Livre Blanc), qui ne devront ni fausser la concurrence (III-166), ni recevoir d'aides publiques (III-167). Là où les services publics n'existent pas, il n'y aura pas non plus de droit nouveau (Déclaration 12-36).

Mais un spectre hante l'Europe des nantis qui ont imaginé une telle Constitution : le non. Non à une Europe guidée par un principe de rentabilité – d'exploitation – maximale,

gouvernée par une main unique, celle du Marché qui favorise le pot de fer contre le pot de terre et qui décapite tous les droits humains dépassant le minimum.

Non à une Europe inspirée par un monétarisme qui considère que lorsque sévit un chômage de 10%, le plein emploi est réalisé puisque c'est le taux de chômage dit d'équilibre que des politiques monétaires et budgétaires ne peuvent modifier.

Non au lavage des cerveaux pour que ceux-ci ne puissent entrevoir d'avenir autrement que dans la mise en concurrence des peuples, tandis que les marchés financiers, rassurés quant au rendement des fonds propres, caracolent d'autant plus que la précarité grandira et que les luttes sociales dégèneront en conflits ethnicisés.

Non à la fin de l'histoire échouée sur les récifs d'un capitalisme financier qui veut aller au bout de son rêve dément : tout transformer en marchandise.

Pour la première fois dans l'histoire européenne, ce non est porteur d'avenir, positif en somme, car il exprime l'exigence d'un modèle social où les droits sociaux primeront sur tout le reste : droit aux services publics hors marché, droit à la protection sociale hors assurances privées, plein emploi avant rentabilité, écologie contre le productivisme, démocratie politique contre le pouvoir des actionnaires.

Quand le peuple prend la parole, il acquiert le droit de vivre debout. Le non à cette constitution libérale est une pulsion de vie. Au contraire, que ce soit en Europe, en Amérique avec la zone de libre-échange de l'Alaska au Cap Horn projetée par Bush, ou par le biais de l'OMC dont l'Accord général sur le commerce des services vise à libéraliser l'éducation, la santé et les services liés à l'environnement, la soumission à la logique du profit serait mortifère car il s'agit d'une logique sacrificielle : il faut sacrifier des millions de chômeurs pour que les dépenses sociales régressent ; sacrifier des millions d'emplois pour que les cours boursiers s'envolent ; sacrifier services publics et protection sociale pour que profitent les multinationales ; sacrifier le développement de milliards d'individus pour qu'une minorité vive dans l'opulence et le gaspillage.

En 1848, en pleine crise sociale, Marx et Engels écrivaient : « Un spectre hante l'Europe : c'est le spectre du communisme. Pour le traquer, toutes les puissances de la vieille Europe se sont liguées en une sainte chasse à courre : le Pape et le Tsar, Metternich et Guizot, les radicaux français et les policiers allemands. » A-t-on besoin de beaucoup transformer ces lignes pour décrire la situation actuelle ? Un spectre hante l'Europe : le non. Pour le traquer, toutes les puissances de l'Europe libérale se sont liguées : les Eglises et les gouvernements, Seillière et Raffarin, Bolkestein et Barroso, les dirigeants socialistes français et les media européens.

Ce qui n'était pas prévu, c'est que le non soit porté par ceux-là mêmes qui depuis des siècles luttent pour ne pas laisser s'éteindre une flamme dans l'espoir que naisse un monde plus juste. Pulsions de mort à travers la soif d'accumulation, pulsions de vie à travers la soif de justice et de démocratie.

Montesquieu théorisa la séparation des pouvoirs que l'Europe actuelle concentre entre les mains de la Commission et de la BCE, afin qu'ils n'échappent pas aux maîtres de la finance. Le 29 mai, il sera possible de redire que le monde ne doit pas être une marchandise, que nous-mêmes ne voulons pas en devenir une, qu'il n'est pas plus difficile d'écrire une Constitution fondée sur la solidarité que sur la compétitivité et d'ouvrir une page d'avenir plutôt qu'une éclipse d'humanité dont ne verrions pas la fin. Nous aurons l'occasion de limer un maillon de ces chaînes que le capitalisme néo-libéral voudrait inusables. Cela ne suffira pas, mais ce sera un commencement, une renaissance : contre la libéralisation, pour la libération vis-à-vis de cette « servitude volontaire » que La Boétie avait stigmatisée, déjà, lors de la Renaissance.